

Quelle société après le capitalisme ?

Invitation à tous les anticapitalistes
pour en débattre les **26 et 27 novembre 2010**
à l'UOG, place des Grottes

L'ordre du jour proposé est le suivant :

vendredi soir 18 heures

Débat: une sortie de crise est-elle possible ? Quel en serait le prix ? Le scénario le plus probable n'est-il pas une plongée de plus en plus profonde dans une crise de système ?

- Introduction, 20 minutes par Eric DECARRO
- Discussion générale, avec modération par Anne MICHELE et Christian TIREFORT

samedi 9 h 30 à 18 heures

- a) **Quelle production pour quels besoins ?**
Introduction, 20 minutes par Ariane BAILAT

Pourquoi un séminaire des anticapitalistes ?

Ces dernières années, mais en particulier depuis l'affaire dite des « subprime », le capitalisme subit une crise qui n'est comparable qu'avec celle des années 20 à 40 du siècle passé. Cela se traduit par une remise en cause généralisée d'acquis sociaux pourtant minima sans que les forces populaires aient pu valablement riposter.

Cette évolution aurait dû susciter le développement d'un puissant mouvement refusant de se soumettre et capable de populariser une véritable alternative au capitalisme. Cela n'a pas été le cas. Au contraire, les révolutionnaires se sont encore plus morcelés. Pourtant le mécontentement de fractions toujours plus large des populations devient de plus en plus sensible et un rejet du capitalisme émerge au-delà des groupes aujourd'hui organisés. Notre première responsabilité d'anticapitalistes actifs est d'en discuter, de

Débat avec modération par Albert NAHORY et Marina DECARRO

- b) **De la violence croissante des rapports sociaux à la société de l'égalité**
(le système épuise les humains et la nature, que faire ?)

Introduction, 20 minutes par Paolo GILARD

Débat avec modération par Chantal GASSER et Vincent BIRCHER

- c) **Etat des lieux de la mouvance anticapitaliste**
et premier bilan du séminaire

Introduction par Laurent TETTAMENTI

Modération et conclusion par Anne MICHEL et Christian TIREFORT

s'y confronter dans le but consciemment assumé d'**élaborer** un projet crédible de sortie du capitalisme.

Nous sommes déjà dans la barbarie

Pour se sortir de sa crise le capitalisme nous entraîne à grande vitesse dans une régression sociale. Le profit, sa seule finalité, devient de plus en plus destructrice. Toute activité sociale, tout bien deviennent des marchandises soumises à cette loi. Au nom du profit, le capitalisme détruit l'environnement, **précipite** des masses croissantes des populations dans le chômage et la précarité. La misère devient de plus en plus le lot du plus grand nombre. Celles et ceux qui sont employés – soi-disant des privilégié-e-s ! – subissent des rapports de travail mis en œuvre par une hiérarchie impersonnelle et toujours plus opprimente. Partout l'exploitation se fait de plus en plus féroce.

La logique prédatrice du capital financier étrangle le secteur productif et l'activité sociale, elle **ignore** les besoins sociaux dits « non financiers », elle recentre toute la production sur les « besoins » des « gagnants » de la course au profit. Ce faisant, le gouffre entre les riches, une minorité de plus en plus réduite, et les pauvres, une majorité de plus en plus large, se creuse vertigineusement. La misère touche le plus grand nombre et devient un standard social.

Le lot des entreprises produisant des biens et services n'est guère plus enviable. Elles deviennent à la fois les « esclaves » des financiers et des **objets** d'une spéculation qui, bien souvent, sous le prétexte de les restructurer, les démantèlent sans aucune autre logique que celle du profit immédiat. En outre, le capital financier confisque à son seul profit tous les progrès de la productivité du travail. Il contraint les entreprises à des taux de rendement insensés et à court terme, les privant ainsi de leurs sources d'investissements, réduisant l'emploi, attaquant les conditions de travail, et les poussant à produire sans respect de l'environnement et des critères écologiques.

De plus, les gouvernements, de gauche ou de droite, perdent toutes leurs marges de manœuvre, les marchés financiers les contraignent à une course à la compétitivité **sans issue**. Dans ce cadre, les Etats sont contraints à une sous enchère fiscale et sociale sans limite. Les gouvernements sont réduits à un rôle de gestionnaire d'un système tyrannique.

Pour préserver la compétitivité de leur pays, les gouvernements sont quasiment forcés de mettre en œuvre des politiques d'austérité qui amputent le pouvoir d'achat des populations et qui coupent dans les prestations sociales et la culture. Le FMI les remet à l'ordre s'ils n'obtempèrent pas. Ainsi le rôle de « redistributeur » des Etats s'amenuise jusqu'à disparaître complètement, ce qui les contraint à des mesures de plus en plus **répressives** contre les victimes du laminage de leurs budgets sociaux. Non content de pousser aux « économies », pour s'ouvrir de nouvelles zones de profit le capital pousse à la privatisation des services publics présumés rentables. Cela les soustrait au contrôle public et abolit ce qui était un de leur but originel, le droit égalitaire de toutes et tous à leurs prestations.

Commencer à débattre de l'après capitalisme ne doit plus être une utopie, mais un projet crédible de sortie de la barbarie.

A qui le séminaire est-il **spécialement** destiné ?

Notre invitation n'est pas réservée exclusivement aux personnes organisées dans l'un ou l'autre des groupes anticapitalistes, elle s'adresse aussi à toutes celles et ceux qui sentent que le capitalisme menace l'humanité dans son existence même et qui le combattent.

Notre but, c'est que tous les anticapitalistes débattent ensemble. Nous le savons, nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuse, membres ou non membres d'organisation, à prendre conscience que la dispersion actuelle des anticapitalistes doit être surmontée. Notre crédibilité dépend de notre capacité de confrontation, c'est elle qui nous fera avancer.

Inscription à «chrismardi@bluewin.ch»
ou par téléphone au 079 334 55 52

Sortir du système, oui... mais comment le remplacer ?

Après les diverses expériences du 20^e siècle les révolutionnaires ne recevront plus de carte blanche. Toutes celles et ceux victimes du système capitaliste, et c'est l'énorme majorité des populations, voudront savoir où on les mène; toutes et tous ne se satisferont plus de promesses. Ils/elles ne veulent certes pas un modèle tout « ficelé », mais ils/elles voudront savoir dans quel **cadre** et quelles conditions on travaillera, comment on échangera, comment on aura voix au chapitre pour déterminer ce qui sera produit, comment on aura accès au fruit du travail commun. Les populations voudront connaître le projet des révolutionnaires.

Nous devons être capables de montrer comment un système basé sur la coopération non seulement peut être dynamique et permettre à chacune et chacun d'exprimer sa personnalité, mais comment il sera plus efficace et libéré des effets destructeurs de la compétition capitaliste. Nous devons montrer comment l'accès de tous et de toutes au bien commun est non seulement plus juste, mais aussi plus pertinent et source de plus de liberté que toutes les confiscations de classe. **Nous devons montrer que le travail basé sur la coopération libère les femmes et les hommes et ne les réduit pas à la fonction capitaliste de consommateurs-trices client-e-s plus ou moins argenté-e-s (pour l'immense majorité plutôt moins, ou pas du tout, argenté.e.s).**

*Signatures en l'état: Gauche anticapitaliste,
Mouvement pour le socialisme, Les Communistes,
La Gauche-Genève, solidaritéS,
des militants anticapitalistes*